



Musée national Picasso-Paris
20 rue de la Perle
75003 PARIS

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE

**ORGANISATION ET COORDINATION D'UN DINER DE GALA
AU MUSEE NATIONAL PICASSO-PARIS**

MARCHE n°2026-MNPP-1151-MA

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)**

Table des matières

1

| | |
|--|-----------------------------|
| 1. Préambule | 4 |
| 2. Objet du marché - Dispositions générales | 4 |
| 2.1 Objet du marché | 4 |
| 2.2 Date et organisation | 5 |
| 2.3 Obligations générales du titulaire | 5 |
| 2.4 Equipements et matériels | 6 |
| 2.5 Obligation de confidentialité – communication autour de l'évènement | 6 |
| 2.6 Protection des données à caractère personnel..... | 7 |
| 3. Pièces constitutives du marché | 10 |
| 4. Prix et variation des prix | 10 |
| 4.1 Mode d'établissement des prix du marché | Erreur ! Signet non défini. |
| 4.2 Contenu des prix | 10 |
| 4.3 Variation du prix | 10 |
| 5. Avance..... | 10 |
| 5.1 Modalités de règlement de l'avance..... | 10 |
| 5.2 Modalités de résorption de l'avance..... | 11 |
| 6. Règlement des comptes au titulaire..... | 11 |
| 6.1 Modalités de règlement du prix..... | 11 |
| 6.1.1 Règlement du prix | 11 |
| 6.1.2 Demandes de paiement | 11 |
| 6.1.3 Transmission des demandes de paiement | 12 |
| 6.2 Règlements en cas de groupements économiques | 12 |
| 6.3 Délais de paiement..... | 13 |
| 6.4 Intérêts moratoires | 13 |
| 7. Pénalités | 13 |
| 7.1 Pénalités pour retard | 13 |
| 7.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité | 14 |
| 7.3 Pénalités environnementales | 14 |
| 7.4 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal | 14 |
| 8. Admission / Achèvement de la mission..... | 14 |
| 9. Assurances | 14 |
| 10. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats | 15 |
| 11. Résiliation du marché..... | 16 |
| 11.1 Résiliation du marché pour faute du titulaire | 16 |
| 11.2 Résiliation pour motif d'intérêt général..... | 16 |

| | |
|--|-----------|
| 12. Différends | 16 |
| 13. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger | 16 |
| 14. Dérogations aux documents généraux..... | 17 |
| ANNEXES | 18 |
| CONSIGNES ET RECOMMANDATIONS | 18 |
| ANNEXE..... | 20 |

1. Préambule

En plein cœur de Paris, dans le quartier du Marais, le Musée national Picasso-Paris réunit une importante collection d'œuvres de Pablo Picasso (1881-1973). Cette collection a été créée grâce à plusieurs donations, successivement consenties à l'Etat par les héritiers de Pablo Picasso en 1979 puis par ceux de Jacqueline Picasso en 1990. Elle a par la suite été complétée par des acquisitions.

Le Musée Picasso est installé dans un monument historique, l'Hôtel Aubert de Fontenay dit Hôtel Salé. Cet hôtel particulier du XVII^{ème} siècle tient son appellation « Salé » de la charge de son propriétaire, Pierre Aubert de Fontenay, fermier des gabelles. Le Musée national Picasso-Paris est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture. Ses missions sont fixées par le décret n°2010669 du 18 juin 2010 portant création de l'établissement.

2. Objet du marché - Dispositions générales

Le présent marché a pour objet l'organisation d'un événement haut de gamme (dîner de gala) pour le compte du musée national Picasso Paris (ci-après MUSÉE PICASSO). Ce dîner s'inscrit dans le cadre de la campagne de levée de fonds du musée Picasso. Le titulaire devra proposer une prestation clé en main, c'est-à-dire la conception, la coordination et la réalisation complète du dîner de gala incluant l'ensemble des services nécessaires à la réussite de l'événement, selon les spécifications ci-dessous.

Les principaux objectifs de l'événement sont de :

- Collecter des fonds auprès des invités pour les projets du musée
- Faire connaître le grand projet Picasso 2030
- Valoriser le prestige de l'institution
- Construire un réseau de soutien autour d'un rendez-vous annuel.

2.1 Objet du marché

Le titulaire devra assurer, de manière autonome et intégrée, les missions suivantes :

- Conception et planification : proposition d'un concept créatif et élégant, adapté à l'image et aux valeurs du MUSÉE PICASSO.
- Gestion du fichier des invités ; suivi personnalisé des invitations et de la gestion des réponses ; suivi des demandes des invités ;
- Gestion logistique globale :
 - o Agence événementielle
 - o Coordination avec un traiteur (fourniture des repas, boissons¹, service en salle, etc.).
 - o Mise à disposition d'une équipe dédiée (hôtes.ses, personnel technique, etc.).
 - o Gestion des impressions (cartons d'invitation, programmes, signalétique, calligraphie, frais postaux, etc.).
 - o Un compte-rendu post-événement (photos, vidéos, bilan logistique, etc.)
- Ambiance et décoration :
 - o Sonorisation et éclairage adaptés à l'événement.

¹ A date de publication du marché, les vins et champagnes seraient offerts au MUSÉE PICASSO, et n'entrent ainsi pas dans le périmètre du marché.

- Décoration florale et scénographie.
- Animation et médiatisation :
 - Animation musicale (playlist ou DJ).
 - Prises de vue photographique et/ou vidéo (reportage et retouches si nécessaire)².
- Coordination sur site :
 - Supervision de l'installation, du déroulement et du démontage.
 - Gestion du placement des invités basée sur une connaissance fine de ceux-ci
 - Gestion des imprévus et interface unique avec le pouvoir adjudicateur.

2.2 Date et organisation

L'évènement se déroulera sur le site du musée Picasso, au 5 rue de Thorigny 75003 Paris. Le titulaire s'engage à réaliser le montage et le démontage de la Manifestation en prenant les mesures de précaution nécessaires pour éviter tout trouble et/ou nuisance sonore et dans les conditions définies en annexe.

L'évènement se déroulera le lundi 8 juin 2026, avec une journée d'essais en avril 2026 dont la date sera précisée ultérieurement. Le démontage se terminera au plus tard le lendemain matin du dîner avant la réouverture du musée au public, mardi 9 juin à 09h30. Dans le cas contraire, le titulaire s'expose au paiement de pénalités de retard dans les conditions prévues au présent document.

Le titulaire s'engage à fournir avant la journée d'essais, dans un délai qui sera précisé par le MUSÉE PICASSO :

- un plan d'implantation ;
- les éléments du dossier technique, de sécurité et les besoins électriques ;
- les éléments permettant au Musée Picasso d'apprécier l'impact visuel de l'évènement dans les espaces ;
- une présentation détaillée de l'évènement ;
- tout autre élément utile à cette journée test.

Le nombre approximatif d'invités est de 170 (composé principalement de mécènes, d'institutionnels, de la direction du musée) en format dîner au premier étage du musée. Les espaces sont non-fumeurs. Seules la Cour d'Honneur et la Terrasse peuvent être utilisées à cet effet à la condition pour le titulaire d'y installer des cendriers.

Conformément au CCAG-FCS, toute notification concernant la tenue de l'évènement se fera à l'adresse électronique du titulaire indiquée à l'acte d'engagement. Le cas échéant, la modification de la date ne donnera lieu à aucune indemnité ou supplément ou modification de prix.

2.3 Obligations générales du titulaire

Le titulaire devra agir en tant que chef de projet unique, garantissant la cohérence et la qualité de l'ensemble des prestations. Il est tenu par une obligation de résultat, et non seulement de moyens.

Le titulaire est tenu au respect strict des délais, du budget alloué et des normes de sécurité en vigueur.

² Par le présent marché, le titulaire autorise le Musée Picasso à reproduire et représenter ces photographies et vidéos, à des fins d'archivage et/ou de communication commerciale ou non, sur tous supports et notamment dans le cadre de sa communication digitale, dans le monde entier et pour toute la durée des droits de propriété littéraire et artistique. La signature du marché vaut autorisation écrite préalable.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation propre aux manifestations exceptionnelles dans les lieux publics, en particulier l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), ainsi que, le cas échéant, les recommandations et avis techniques d'un bureau de contrôle. Le titulaire prend à sa charge tout dommage matériel ou corporel survenant « de son fait » pendant le marché, notamment pendant les périodes de livraison, transport, entreposage, montage et démontage des équipements et matériels.

Le titulaire s'engage à fournir la liste nominative des intervenants, et le tableau de demande d'accès complété au plus tard 5 jours ouvrés avant l'évènement ou la journée test, au contact qui sera communiqué par le MUSÉE PICASSO. La cheffe du département de la sécurité et de la sûreté du MUSÉE PICASSO est madame Francette GIRAULT / francette.girault@museepicassoparis.fr / 0185560050 / 0617715318.

2.4 Equipements et matériels

L'utilisation par le titulaire d'équipements et de matériels se fait par ses soins et à ses frais (pour tout ce qui concerne notamment leur location, leur transport, leur manutention, leur pose, leur enlèvement et leurs assurances). Etant précisé que ces équipements et matériels ont été présentés au Musée Picasso au cours de la préparation de l'évènement et répondent aux normes de sécurité applicables au sein du Musée Picasso.

Les équipements et matériels n'appartenant pas au Musée Picasso doivent être assurés contre tous risques éventuels par le titulaire et à ses frais. Des impératifs pratiques ou de sécurité survenant au cours de l'évènement peuvent amener un représentant du Musée Picasso à donner des instructions quant à l'installation ou au transport d'équipements et matériels à l'intérieur du Musée Picasso. Le titulaire s'engage à faire protéger les accès aux différents espaces pendant le montage et le démontage.

2.5 Obligation de confidentialité – communication autour de l'évènement

Les pièces du marché, ses éléments d'exécution, ainsi que l'ensemble des documents qui seront transmis au titulaire dans le cadre de son exécution sont la propriété exclusive du Musée Picasso. Le titulaire ne pourra en aucun cas les utiliser pour ses besoins propres et a fortiori pour des opérations commerciales. Toute reproduction ou utilisation de ces documents pour des opérations autres que celle objet du présent marché pourra faire l'objet de poursuite sur le fondement du délit de contrefaçon, sauf autorisation expresse et préalable du Musée Picasso.

En outre, le titulaire s'engage à :

- ne pas divulguer les informations écrites ou orales,
- ainsi que tous plans, dossiers techniques, documents présents ou futurs, dont il aurait eu connaissance directement ou indirectement ou qu'il aurait rédigé à l'attention du Musée Picasso;
- à ne pas communiquer à un tiers quel qu'il soit, tout ou partie des renseignements fournis par ou au Musée Picasso,
- à ne pas reproduire, dupliquer, photocopier tout ou partie des documents qui lui seraient transmis ou qu'il aurait rédigés à l'attention du Musée Picasso, sans l'accord écrit préalable et express de ce dernier, à l'exception des documents nécessaires aux corps de métiers.

Il s'engage à faire respecter cette clause de confidentialité par ses employés, ses prestataires, ses sous-traitants et toute autre personne devant travailler sur ce projet. A défaut de respect de cette obligation de confidentialité par le titulaire, le Musée Picasso se réserve la faculté de résilier le présent marché aux torts du titulaire et ce sans préjudice d'une action judiciaire éventuelle

visant à l'allocation de dommages et intérêts.

Le titulaire s'engage à : (i) n'utiliser en aucune manière, pour son compte et dans son intérêt ou pour le compte et dans l'intérêt d'un tiers des informations confidentielles ; (ii) protéger la confidentialité desdites informations du Musée Picasso avec la même diligence que pour ses propres informations confidentielles ; et (iii) faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de ses employés, collaborateurs et à ses éventuels sous-traitants.

Ces obligations d'utilisation et de non-divulgaration s'appliquent aux informations :

- qui sont déjà légitimement connues du titulaire avant communication de ces informations au titre des présentes.
- qui ont été reçues d'un tiers, même non soumis à une obligation de confidentialité ;
- qui ont été développées indépendamment par le titulaire ou le Musée Picasso.

Toute prise de vue photographique ou tout tournage audiovisuel durant l'évènement est organisé en coordination avec le Musée Picasso et sera réalisé sous son contrôle. S'agissant d'un évènement public, le titulaire s'engage à respecter strictement les dispositions légales relatives au droit à l'image (article 9 du Code civil). Le titulaire devra informer les invités de la prise de photos/vidéos et de leur usage prévu. Les images ne pourront être utilisées qu'aux fins prévues dans le marché.

Le titulaire ne pourra utiliser ces visuels sans autorisation préalable et expresse du Musée Picasso. Le Musée Picasso pourra autoriser au titulaire l'usage commercial ou publicitaire des photographies et vidéos réalisées sous quelque forme que ce soit et sur quelque support que ce soit. Le cas échéant, le titulaire fera son affaire des cessions des droits, du droit à l'image, du paiement de tous les droits d'auteur liés aux photographies et aux vidéos que le titulaire utilisera dans ses actions de communication.

Le titulaire est informé que pour toute utilisation de l'image des œuvres de Picasso, de l'image de Picasso, de la signature ou du nom « Picasso » (déposés en tant que marque par la succession Picasso), il devra impérativement obtenir l'autorisation expresse et préalable de Picasso Administration (8 rue Volney 75002 Paris. Tel : 01 47 03 69 70 www.picasso.fr; info@picasso.fr) et, le cas échéant, régler les droits y afférents auprès de Picasso Administration.

Ces obligations demeureront en vigueur à compter de la fin de le marché, à moins que lesdites informations deviennent publiques autrement que par le fait du titulaire, ses fournisseurs ou sous-traitants en contravention avec la présente obligation de confidentialité.

2.6 Protection des données à caractère personnel

En complément de l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée. La réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés sont applicables. Au sens de l'article 4 du RGPD, l'acheteur est le responsable du traitement des données à caractère personnel pour le présent marché et le titulaire est considéré comme un sous-traitant agissant uniquement sur instruction et sous l'autorité du responsable du traitement.

A ce titre, il est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel des invités du Musée Picasso en vue d'assurer les invitations et la bonne

tenue de l'évènement du marché.

Pour l'exécution du marché, Musée Picasso autorise le titulaire à traiter toutes les données personnelles nécessaires pour les invités et notamment :

- Nom
- Prénom(s)
- Adresse
- Numéro de téléphone
- Courriel
- Qualité

Les données personnelles – quelle que soit leur nature – sont utilisées par le titulaire aux seules fins de réaliser les opérations décrites dans le cadre du CCP. Le titulaire s'engage à ce titre à présenter les garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité des données pendant leur traitement et à respecter strictement les règles suivantes :

- Les informations et documents comportant des données à caractère personnel sont transmis au titulaire exclusivement aux finalités précisées dans le marché. Le stockage de ces données sur d'autres supports que ceux précisés au marché ou leur transmission à un tiers est strictement prohibé ;
- Le titulaire traitera les données à caractère personnel pour le compte exclusif du responsable du traitement et conformément aux instructions de ce dernier et aux présentes clauses ; s'il est dans l'incapacité de s'y conformer pour quelque raison que ce soit, il accepte d'informer dans les meilleurs délais le responsable du traitement de son incapacité, auquel cas ce dernier aura le droit de suspendre le transfert des données et de résilier le présent marché ;
- Le titulaire reconnaît que les données à caractère personnel collectées ou qui lui sont transmises sont la propriété du responsable du traitement. Par conséquent, le titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent marché, ces données.

Le titulaire mettra en œuvre les mesures techniques et d'organisation liées à la sécurité avant de traiter les données à caractère personnel collectées, et s'engage à maintenir ces dispositifs pendant toute la durée du marché.

Le titulaire communiquera sans retard au responsable du traitement par courrier électronique :

- Toute demande contraignante de divulgation des données à caractère personnel émanant d'une autorité de maintien de l'ordre, sauf disposition contraire, telle qu'une interdiction de caractère pénal visant à préserver le secret d'une enquête policière ;
- Toute violation de données à caractère personnel, quelle qu'en soit la cause, la nature ou l'étendue, dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance ;
- Toute demande reçue directement des personnes concernées sans répondre à cette demande, à moins qu'il n'ait été expressément autorisé à le faire par le responsable du traitement. Dans la mesure du possible à ce titre, le titulaire doit aider le responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision automatisée (y compris le profilage) ;

Le titulaire traitera rapidement et comme il se doit toutes les demandes de renseignements émanant du responsable du traitement et relatives au traitement des données à caractère personnel qui font l'objet du présent marché. Le titulaire présentera ses moyens de traitement de données au responsable du traitement sur simple demande, afin que ce dernier puisse apprécier les mesures mises en œuvre pour garantir le respect des obligations légales, réglementaires et contractuelles. Le cas échéant, le titulaire se soumettra aux demandes l'autorité de contrôle (CNIL), et préviendra le responsable du traitement de la date et des modalités de son intervention.

Le titulaire s'engage à présenter au responsable du traitement tout opérateur économique auquel il envisage de sous-traiter l'exécution des prestations du présent marché, préalablement à toute opération de sous-traitance, dans les conditions fixées par les articles L2193-1, L2193-4, R2193-10 du Code de la commande publique.

Les demandes sont présentées par courriel avec accusé de réception en précisant les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance sans préjudice de la présentation de l'ensemble des documents administratifs nécessaires à son agrément.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du responsable du traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable du traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire s'engage à respecter les durées de conservation des données à caractère personnel définies par le responsable du traitement. A ce titre, il s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement au terme du présent marché. Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Le titulaire communique au responsable du traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable du traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable du traitement, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.

Musée Picasso informe les personnes concernées par le traitement des données du traitement de données à caractère personnel effectué par le titulaire et des moyens leur permettant d'exercer les droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition au traitement, y compris à une prise de décision automatisée, prévus par les articles 15 à 23 du règlement général européen sur la protection des données.

Musée Picasso répond dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données communiquées dans le cadre du présent marché. Les demandes d'exercice des droits sont adressées par le titulaire au délégué à la protection des données du Musée Picasso par courriel.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

A l'issue du présent marché, le titulaire s'engage à transférer intégralement les données issues du marché et des contrats susmentionnés au plus tard 6 mois avant l'expiration du marché au Musée Picasso. Ce transfert sera sans surcoût, par tout moyen garantissant sa sécurité. Il devra s'accompagner de la destruction complète et sécurisée de toute éventuelle copie existante dans les systèmes d'information du titulaire, des données. Une fois détruites, le titulaire devra justifier

par écrit de la destruction.

3. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seule foi :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (devis du titulaire),
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

4. Prix et variation des prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation des prix* ci-dessous.

4.1 Contenu des prix

Conformément au CCAG-FCS, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

4.2 Variation du prix

Les prix du marché sont fermes et non actualisables.

Par dérogation au CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation. Ce mois est appelé « mois zéro ».

5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément au CCAG-FCS, l'option retenue pour les avances est l'option B. Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

5.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie lecas échéant.

5.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65% du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65) /15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

6. **Règlement des comptes au titulaire**

6.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

6.1.1 Règlement du prix

Selon les dispositions au CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées : le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations le mois précédent par le titulaire

6.1.2 Demandes de paiement

- *Demande de paiement d'acompte*

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément au CCAG-FCS, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée. En complément des dispositions du CCAG-FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Les références du contrat ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justificatifs à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- Les pénalités éventuelles pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la

demande de paiement rectifiée.

- **Demande de règlement partiel définitif :**

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG-FCS ainsi qu'aux dispositions ci-dessus, par le titulaire, dans un délai de 15 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte,
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - Au solde du règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- **Solde du contrat :**

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG-FCS, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte,
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - Au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.1.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : **180 092 454 000 16.**

6.2 Règlements en cas de groupements économiques

En cas de groupement conjoint, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

6.3 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

6.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7. Pénalités

Par dérogation au CCAG-FCS, le MUSÉE PICASSO applique des pénalités au titulaire en cas de manquement ou retard constaté dans l'exécution des prestations qui lui sont imputables. Par dérogation au CCAG-FCS, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne sont pas révisables. En cas de manquement à une stipulation du marché ou de l'offre technique du titulaire, une pénalité forfaitaire de 1000 € par manquement constaté sera appliquée.

Des manquements répétés pourront entraîner la résiliation du présent marché dans les conditions définies au CCAG-FCS.

Le MUSÉE PICASSO liquidera le compte des pénalités sur le ou les paiements à échoir. Les pénalités seront retenues sur le solde à verser au titulaire. Dans l'hypothèse où le montant des pénalités serait supérieur au solde à verser au titulaire, ce dernier versera le complément des pénalités, dans les dix (10) jours de la demande qui lui sera faite par le MUSÉE PICASSO.

Par dérogation au régime de principe des pénalités en matière de marchés publics, les pénalités contractuelles n'ont pas de caractère forfaitaire et libératoire, et ne sont pas réputées couvrir l'ensemble du préjudice né du manquement qu'elles sanctionnent. Ainsi, le MUSÉE PICASSO pourra demander en plus une réparation intégrale de son préjudice, même si celui-ci excéderait le montant des pénalités. De plus :

- Les pénalités ne libèrent pas l'entreprise de son obligation d'exécuter la prestation ;
- Elles n'empêchent pas non plus le MUSÉE PICASSO d'obtenir réparation d'un préjudice distinct né d'une faute distincte.

7.1 Pénalités pour retard

Les documents et prestations à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur. Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel

d'exécution des prestations est expiré. Par dérogation au CCAG-FCS, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées à 10%.

En cas de retard, une pénalité de 1000€ par jour calendaire de retard est appliquée.

7.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'expose à des pénalités définies à l'article 14.2 du CCAG-FCS.

7.3 Pénalités environnementales

En application des articles 16.2 et 20 du CCAG-FCS, en cas de manquement à une stipulation environnementale, une pénalité forfaitaire de 200 € par manquement constaté est appliquée.

7.4 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

8. Admission / Achèvement de la mission

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, paiement vaut admission des prestations. Aucune admission tacite du Musée Picasso ne sera reconnue.

9. Assurances

Le titulaire devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du MUSÉE PICASSO d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du MUSÉE PICASSO à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

Le titulaire accepte les Espaces en l'état et reconnaît en avoir une parfaite connaissance.

Les Espaces sont mis à la disposition du titulaire en l'état et doivent être restitués dans le même état, conformément aux états des lieux contradictoires dressés en présence des deux Parties ou sur demande du Musée Picasso et/ou du titulaire par constat d'huissier lors de l'entrée et lors de la sortie des Espaces.

À tout moment, si des dommages causés par l'évènement, directement ou indirectement, sont constatés, le Musée Picasso peut décider de faire dresser par le responsable d'encadrement présent lors de l'évènement un ou des constats de dommages et le cas échéant faire dresser un constat d'huissier.

Au vu des états des lieux contradictoires, et le cas échéant au(x) constat(s) de dommage(s), réalisés conformément aux dispositions ci-avant, le titulaire prendra à sa charge l'intégralité du coût des éventuels travaux de remise en état de tout ou partie des Espaces qui s'avèreraient nécessaires.

Dans cette hypothèse, le titulaire prendra également à sa charge le coût du préjudice subi par le Musée Picasso résultant de l'inoccupation de tout ou partie des Espaces en raison de ces travaux. Le Musée Picasso, le cas échéant, fournira tous justificatifs permettant de chiffrer ce préjudice.

Les travaux de remise en état seront effectués par le Musée Picasso sur la base d'un devis détaillé

transmis au titulaire. Ce dernier disposera d'un délai de 5 (cinq) jours ouvrés à réception du devis pour en contester le montant. Le silence du titulaire au-delà de ce délai vaudra acceptation du devis. Les frais afférents à ces travaux de remise en état sont à la charge exclusive du titulaire et seront payés à réception de la facture.

Par exception, en cas de dégât jugé mineur par le Musée Picasso, ce dernier facturera au titulaire :

- En cas de dégât mineur sur support bois ou plâtre (rayure superficielle, éclat de peinture, etc.) : 100,00 € (cent euros)
- En cas de dégât mineur sur support pierre (rayure superficielle, éclat de peinture, etc.) : 200,00 € (deux cents euros)
- En cas de dégât moyen sur support bois ou plâtre (rayure profonde, rayure d'une longueur supérieure à 5cm, arête dégradée, etc.) : 300,00 € (trois cents euros)
- En cas de dégât moyen sur support pierre (rayure profonde, rayure d'une longueur supérieure à 5cm, arête dégradée, etc.) : 600,00 € (six cents euros)

Le titulaire est seul responsable de tout dommage direct, de toute nature, corporel et/ou matériel, qui serait causé à l'occasion de l'évènement par le titulaire, sauf à prouver que la survenance de cet accident ou de ce dommage relève de la responsabilité directe du Musée Picasso ou imputables aux personnels ou invités du Musée Picasso.

Tous les biens apportés au sein des Espaces par le titulaire ou l'un quelconque des prestataires sont assurés directement ou indirectement par le titulaire. Il est ici rappelé que le Musée Picasso décline toute responsabilité en cas de perte ou/et de vol d'objets, de valeurs personnelles, d'œuvres/objets exposés, ou de matériels liés à l'activité du titulaire, sans caractère limitatif, qui pourraient survenir dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de l'activité du titulaire au titre de la présente convention.

Le titulaire est tenu d'informer immédiatement le Musée Picasso de tout accident, sinistre ou dégradation qui surviendrait dans les Espaces et/ou leurs voies d'accès, ou de tout événement de nature à entraîner une dégradation ou un dommage, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent. Il devra faire toute déclaration de sinistre nécessaire et en justifier sans délai auprès du Musée Picasso. Il devra en outre confirmer par écrit dans les 24 (vingt-quatre) heures la relation entre l'accident, le sinistre et la dégradation.

Le titulaire doit souscrire pour l'évènement un contrat d'assurance « responsabilité civile organisateur » pour tous les cas où celle-ci pourrait se trouver engagée et couvrant les dommages corporels, ainsi que les dommages matériels et immatériels consécutifs pour des montants suffisants. L'attestation d'assurance doit faire mention de l'objet, du lieu, de la date et des horaires (incluant le montage et deux heures minimum après la fin prévue du démontage en cas de retard) de l'évènement prévu par le marché. Il devra pouvoir justifier à tout moment du paiement des primes sur simple demande du Musée Picasso. L'inexécution de cette clause par le titulaire entraînera la résiliation automatique, pour faute du titulaire, de la présente convention, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité quelconque. Le titulaire s'engage à exiger de ses fournisseurs et sous-traitants qu'ils disposent d'assurances suffisantes et à le vérifier.

10. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

Les dispositions du CCAG-FCS, relatives à l'utilisation des résultats sont applicables. En application du CCAG-FCS, la présente session est accordée à titre exclusif, au fur et à mesure de la création des résultats, en raison de leur caractère identitaire propre et promotionnel pour le Musée Picasso.

Dans l'hypothèse où tout ou partie d'œuvres préexistantes seraient intégrées aux résultats, le titulaire garantit le Musée Picasso avoir obtenu et réglé le cas échéant, les droits y afférents, pour l'ensemble des besoins et finalités d'utilisation des résultats exprimés dans le CCP et pour les besoins découlant de l'objet des prestations commandés dans le cadre du marché, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteurs ou des droits voisins au droit d'auteur.

Le titulaire garantit au Musée Picasso que les résultats sont exempts de toute reproduction, ressemblance ou réminiscence susceptibles de violer les droits de tiers. Le titulaire garantit, par conséquent, le Musée Picasso contre toute action en contrefaçon et tout troubles, revendications ou évictions quelconques pouvant troubler l'exploitations de résultats par le Musée Picasso.

La clause d'exclusivité étant entendue, le titulaire s'interdit, sauf accord préalable écrit du Musée Picasso, d'exploiter les résultats de quelque manière que ce soit à d'autres fins que la réalisation des prestations telles que définies dans le CCP du marché. Le titulaire pourra conserver une copie des résultats produits, mais il ne pourra pas les utiliser à titre d'information, de promotion ou de présentation de ses travaux auprès d'autres prestataires sans l'accord du Musée Picasso. Le titulaire ne fera ni ne permettra quelque usage commercial, à quelque titre que ce soit, d'un, de plusieurs ou de tous les éléments des résultats sans avoir obtenu l'approbation préalable écrite du Musée Picasso.

11. Résiliation du marché

Les dispositions du CCAG-FCS sont applicables du marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

11.1 Résiliation du marché pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application du CCAG-FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies au CCAG-FCS. L'exécution aux frais et risques n'entraîne pas la résiliation automatique. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

11.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation au CCAG-FCS, l'indemnité de résiliation est fixée à 3 % du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

12. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG-FCS. La loi française est seule applicable. Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

13. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de

variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seul compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

14. Dérogations aux documents généraux

Par dérogation au CCAG-FCS, la liste des dérogations n'est pas récapitulée.

CONSIGNES ET RECOMMANDATIONS LORS DE L'UTILISATION DES ESPACES DU MUSEE NATIONAL PICASSO - PARIS

Le titulaire devra désigner, parmi les personnes travaillant sous son égide, une personne référente chargée de suivre les étapes de montage, démontage et livraisons, de veiller au respect des espaces utilisés et de servir d'interlocuteur pour le personnel du musée. Cette personne s'engagera à faire respecter l'ensemble des consignes et recommandations énoncées ci-dessous, pendant toute la durée du marché.

Outre, les dispositions définies dans le règlement de visite du Musée Picasso, toutes les consignes et recommandations mentionnées ci-dessous devront être observées par le titulaire, ses fournisseurs et sous-traitants.

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses sous-traitants ainsi que par ses fournisseurs et les personnes travaillant sous son égide au montage et au démontage de la manifestation, les directives nécessaires à la préservation des lieux, à savoir :

- éviter tout heurt sur les éléments vitrés (sas) et portes des cabines d'ascenseur lors des manutentions ;
- assurer les manœuvres de véhicules sans dégradation des portails ou des porches.
- déplacer les bancs et les chaises Diego Giacometti en les soulevant à deux personnes et en les manipulant très soigneusement ;
- respecter une mise à distance minimale de 80 centimètres entre les bancs/les chaises et les œuvres exposées au sein du Musée national Picasso-Paris.

Pour la préservation du sol du Hall de l'Aile des Communs, pendant le montage, les livraisons et le démontage :

- Le titulaire s'engage à faire recouvrir, à ses frais, le sol du Hall de l'Aile des Communs d'un tapis de protection aux endroits où du mobilier lié à l'évènement est installé, en matériaux de catégorie M3 et à protéger le mobilier installé afin de prévenir toute dégradation.
- Le titulaire s'engage à ce que ses prestataires, lors du montage et du démontage de la manifestation, manipulent leurs Equipements et Matériels avec toutes les précautions nécessaires au respect des lieux :
 - o protéger les sols pendant le montage, le démontage et toutes les livraisons (faire un chemin de livraison)
 - o soulever les équipements
 - o ne pas pousser directement les équipements sur le sol, notamment les livraisons de matériel et traiteur (caisse de vaisselles et autres)
 - o ne pas surcharger les transpalettes et tire-palettes pour éviter toute rayure dans le sol
 - o respecter les normes et consignes de sécurité du Musée Picasso
 - o emporter l'ensemble des poubelles et ordures à l'issue de la Manifestation privée
- remettre en place le dispositif de potelets installés.

| |
|---------------|
| ANNEXE |
|---------------|

Règlement de visite du Musée Picasso

https://www.museepicassoparis.fr/sites/default/files/2023-04/Reglement_visite_FR%201dec2022.pdf

REGLEMENT APPLICABLE AUX ESPACES DU MUSEE NATIONAL PICASSO - PARIS

Article 1 : Le présent règlement est applicable, sans préjudice des dispositions particulières qui peuvent leur être notifiées, aux personnes ou groupements autorisés à occuper certains espaces du Musée Picasso pour y organiser diverses manifestations (réceptions, réunions, conférences, concerts, spectacles, cérémonies diverses...).

Article 2 : L'ensemble des espaces intérieurs et extérieurs de l'Hôtel Salé sont concernés par le présent règlement. Les « espaces de réception » sont délimités au sein des plans figurant en annexe du présent règlement.

Article 3 : Par mesure d'hygiène et pour assurer la sécurité de tous, il est interdit d'introduire dans le musée des objets qui, par leur destination ou par leurs caractéristiques, présentent un risque pour la sécurité des personnes, des œuvres ou des bâtiments, et notamment :

- des aliments ou des boissons sauf au sein des « espaces de réception » ;
- des armes et munitions de toutes catégories ;
- des substances ou objets explosifs, inflammables ou volatils ;
- tout autre objet dangereux ;
- des produits illicites ;
- des animaux à l'exception des chiens guides ou autres animaux d'assistance aux personnes en situation de handicap.

Article 4 : D'une manière générale, les personnes sont tenues de respecter toutes consignes de sécurité prescrites par les agents du Musée Picasso ou le personnel d'accueil et de surveillance. En particulier, il est interdit :

- de fumer dans les espaces intérieurs et, sauf si des cendriers sont installés, dans la Cour d'Honneur et d'allumer des flammes nues dans l'ensemble des espaces intérieurs et extérieurs ;
- d'avoir recours à des effets de type laser, fumigène ou pyrotechnique ;
- de pénétrer dans le Musée Picasso en état d'ébriété ;
- de toucher aux œuvres et aux décors, de s'appuyer sur les vitrines, socles et autres éléments de présentation ;
- de manger ou boire en dehors des « espaces de réception »,
- de déplacer des objets mis en place par le Musée Picasso ou ses délégataires dans les Espaces sans son accord préalable.